

**COMMUNE DE BRUAY-LA-BUISSIERE**  
- :: -  
**DECLARATION PREALABLE N° 062.178.22.00138**  
- :: -  
**ARRETE MUNICIPAL N° 2022-980**  
- :: -

**Le Maire de la Commune de Bruay-La-Buissière,**

**Vu le Code l'urbanisme,**

**Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 07 février 2007, mis en révision le 12 septembre 2011, rendu exécutoire le 18 mai 2015, modifié le 12 février 2016, mis à jour le 15 janvier 2018,**

**Vu la situation du terrain en zones UB + UBii du PLU,**

**Vu l'arrêté préfectoral portant approbation du plan de prévention des risques inondation du bassin versant de la Lawe en date du 29 mars 2021,**

**Vu l'avis de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Pas-de-Calais en date du 31 août 2022,**

**Vu la demande de déclaration préalable présentée le 27 juillet 2022, par l'autoentreprise UN MAX DE PATISSERIES, représentée par Monsieur PIELACH Maximilien, demeurant au 340 rue Ernest Wéry à BRUAY-LA-BUISSIERE (62 700) et enregistrée sous le numéro 062.178.22.00138,**

**Vu le projet objet de la demande consistant, sur un immeuble situé au 340 rue Ernest Wéry à Bruay-La-Buissière, repris au cadastre sous la référence AB 0287, en la modification de la vitrine commerciale,**

**Vu l'avis de dépôt de la demande de déclaration préalable affiché le 28 juillet 2022,**

**ARRETE :**

**Article 1 :** Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

**Article 2 :** Prescriptions motivées de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France :

Afin d'améliorer l'intégration de ce projet situé aux abords des monuments précités, il convient de respecter les prescriptions suivantes :

La teinte proposée, noire, pour la peinture de l'ensemble de la devanture n'est pas acceptable par sa prégnance visuelle extrêmement forte dans l'environnement urbain et paysager.

- Il convient de prévoir une mise en peinture de couleur, de préférence de teinte claire ou moyenne, éventuellement de teinte foncée (par exemple RAL 3007 dans les rouges, RAL 5003 dans les bleus, RAL 6020 dans les verts, RAL 8017 dans les bruns, etc, ou équivalents). Les coffres et grilles techniques seront peintes de la même couleur.

Concernant le traitement de la façade en briques :

- Le sablage à sec est à proscrire car il rend la brique poreuse. Prévoir une technique douce de nettoyage (hydrosablage, hydrogommage ou nettoyage chimique).  
Un soin tout particulier devra être porté sur le dégarnissage des joints entre briques, afin de ne pas augmenter leur épaisseur (éviter les disqueteuses ou autre outil agressif) et en conservant les joints anciens en bon état. Les joints entre briques doivent être réalisés légèrement en creux, à la chaux aérienne ou hydraulique naturelle, de même épaisseur que les anciens.
- Les joints seront réalisés dans une teinte légèrement colorée, légèrement beige ou rosée/rouge pour favoriser une uniformisation de la maçonnerie, excluant le blanc et le gris.
- Un badigeon d'uniformisation, légèrement teinté de couleur rouge-brique pourra être appliqué, il devra préserver la lisibilité du relief de la maçonnerie et présenter une finition d'aspect mate.

**Article 3 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy de Saint-Hilaire, CS 62039, 59014, LILLE Cedex), dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département et de sa publication. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible depuis le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Il peut par ailleurs faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans un délai de deux mois suivant la réponse au recours gracieux. Une absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant décision implicite de rejet.

A Bruay-La-Buissière, le 05 septembre 2022  
Certifié exécutoire,

Pour le Maire  
L'Adjointe Déléguée



Andrine PRUD'HOMME

#### **Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n° 2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

#### **Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

#### **Attention : La décision de non-opposition n'est définitive qu'en l'absence de recours.**

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

#### **Délais et voies de recours :**

La décision de non-opposition peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du Code de l'Urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la non-opposition (article R. 600.1 du Code de l'Urbanisme).

#### **L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :**

Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

#### **Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.